

1 - Actualité nationale et internationale

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 15 au 17 février 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a adopté des recommandations révisées et pris de nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive. Les principales modifications du texte sont :

- la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive par l'application systématique de sanctions financières ciblées lorsqu'elles sont exigées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- l'amélioration de la transparence afin d'éviter que les criminels et les terroristes ne dissimulent leur identité et leurs biens derrière les personnes morales et constructions juridiques ;
- des obligations plus exigeantes vis-à-vis des personnes politiquement exposées ;
- l'élargissement du champ des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux aux infractions fiscales pénales ;
- une approche fondée sur les risques renforcée permettant aux pays et au secteur privé d'allouer leurs ressources de façon plus efficace en ciblant les domaines qui présentent des risques plus élevés ;
- une coopération internationale plus efficace, en particulier pour l'échange d'informations entre les autorités concernées, la conduite d'enquêtes conjointes et le dépistage, le gel et la confiscation des biens illicites ;
- de meilleurs outils opérationnels et une gamme plus large de techniques et de pouvoirs, à la fois pour les cellules de renseignements financiers et les autorités de poursuite pénale dans le cadre des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

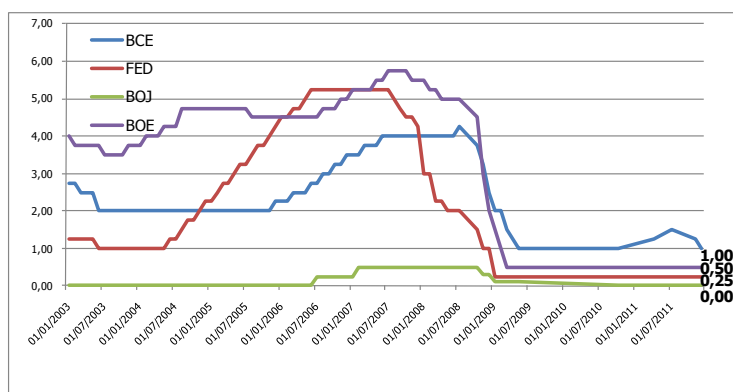
Le texte intégral de la réponse du GAFI à la consultation publique sur la révision des recommandations est disponible en anglais sur <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/49/29/49684543.pdf>

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 8 mars 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les récentes données disponibles confirment des signes de stabilisation de l'activité économique, mais toujours à des faibles niveaux. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques baissiers. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées à plus long terme ».



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois et du taux de chômage en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 861 700 fin janvier 2012, soit une hausse de 0,5 % sur un mois, en données CVS-CJO (+ 13 400 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+ 5,4 % pour les hommes et + 7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,2 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2011, en hausse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 9,8 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est de 10,7 % en janvier 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à décembre 2011. Il était de 10 % en janvier 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,1 % en janvier 2012. Il était de 9,5 % en janvier 2011.

Inflation

Baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,4 % sur un mois en janvier 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,5 % en glissement annuel.

Légère hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en février, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier.

PIB

Hausse du PIB en France au quatrième trimestre 2011

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre 2011 après 0,3 % au troisième trimestre. En moyenne, la croissance annuelle est de 1,7 % en 2011, après 1,4 % en 2010.

Baisse du PIB dans la zone euro au quatrième trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont baissé de 0,3 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (contre des hausses respectives de 0,1 % et de 0,3 % au cours du troisième trimestre). Par rapport au quatrième trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté respectivement de 0,7 % dans la zone euro et de 0,9 % dans l'UE27.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et élargit son programme de mesures non conventionnelles

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 14 février 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un nouvel assouplissement de sa politique monétaire en élargissant son programme de mesures non conventionnelles ainsi que la fixation d'un objectif de croissance des prix à la consommation de 2 %. Le PIB du Japon a reculé 0,7 % au quatrième trimestre 2011 en glissement annuel. En janvier 2012, la production industrielle du Japon a progressé de 2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 2,3 % par rapport à janvier 2011. Le taux de chômage est estimé à 4,6 %. En janvier 2012, les exportations ont reculé de 9,3 % par rapport à janvier 2011, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,8 %. Le déficit commercial s'est élevé à 14,78 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques

La Banque centrale de Chine a abaissé le 24 février 2012 le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % du PIB ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %. En janvier 2012, l'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,5 % sur un an contre 4,1 % en décembre 2011. En janvier 2012, les exportations chinoises ont baissé de 0,5 % sur un an, les importations ont reculé de 15,3 % sur un an et l'excédent commercial a atteint 27 milliards de dollars.

Publications

Le financement des PME-ETI par le marché financier

Le rapport de Gérard Rameix, médiateur du crédit et de Thierry Giami, président de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché, est disponible en téléchargement sur :

http://www.economie.gouv.fr/files/20120221_financement_pme_eti.pdf

2 – Actualité régionale

Licenciement à Air New Zealand

Après Quantas qui a engagé une restructuration, la compagnie aérienne Air New Zealand projette la suppression de plus de 400 emplois d'ici la fin du deuxième trimestre de l'année. Le groupe ANZ a annoncé une baisse record de ses bénéfices en 2011 (-61 %). Selon le directeur de la compagnie kiwienne, les mesures de licenciement drastiques envisagées seraient dues à la flambée des prix du cours mondial du pétrole et à la concurrence accrue des compagnies japonaises et européennes.

Les télécommunications internet dans le Pacifique

Le gouvernement du royaume de Tonga a entamé fin janvier 2012, des travaux de mise en place d'un câble sous marin de 827 kilomètres destiné à rejoindre Fidji. Celui-ci sera raccordé au câble à fibre optique « Southern cross » qui traverse l'océan Pacifique et relie depuis plus de dix ans la Californie à l'Australie en passant par la Nouvelle-Zélande et Fidji. Cette opération permettra d'augmenter le débit des connexions internet et d'en réduire les coûts d'utilisation. Le projet est estimé à 34 millions de dollars US.

Ralentissement de la croissance australienne

L'économie australienne dont la croissance est tirée depuis plusieurs années par le boom du secteur minier, a enregistré un ralentissement au dernier trimestre 2011. Selon le bureau australien des statistiques, le produit intérieur brut (PIB) a affiché une hausse de 0,4 % sur le quatrième trimestre 2011, soit moitié moins qu'au troisième trimestre (+0,8 %). Un recul des échanges commerciaux et des investissements serait à l'origine de cette baisse.

3 – Brèves locales

Renouvellement de la convention de l'enseignement primaire

L'Etat, représenté par le Préfet Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna et la Mission catholique de W&F représentée par l'Evêque du diocèse ont procédé le 9 février au renouvellement de la convention de concession de l'enseignement du 1^{er} degré. Cet accord définit pour la Mission catholique sa mission d'éducation de l'enseignement primaire durant les cinq années à venir (2012-2016).

Rentrée scolaire 2012

La rentrée scolaire dans le Territoire s'est effectuée le mardi 14 février. Après une légère augmentation des effectifs scolaires (+1,3 %) en 2011, les premières estimations présentent cette année un recul du nombre d'élèves. Le nombre d'inscrits à la rentrée 2012 dans l'enseignement du premier degré s'établirait à 1 962 élèves, soit une baisse de 10,1 % par rapport à 2011. En 2006, les établissements scolaires des îles Wallis-et-Futuna accueillaient 2 473 élèves soit 511 élèves de plus qu'à la rentrée 2012 (-21 %). Dans le second degré, les effectifs devraient se maintenir par rapport à l'année dernière avec un total estimé à 1930 inscrits. En sept ans, la baisse des effectifs des lycées et collèges équivaut à 377 inscrits. Globalement, la comparaison des effectifs des rentrées 2012 et 2006 fait ressortir, à l'image de l'évolution de la démographie du Territoire, une réduction importante de la population scolaire estimée à - 888 élèves. Par ailleurs, dans le cadre de la convention du 1^{er} degré signée le 9 février 2012, des dispositions visant aux regroupements d'écoles et de classes ont été mises en œuvre.

L'artisanat traditionnel et le rôle de la femme

Dans le cadre de la journée mondiale de la femme, le Comité territorial des femmes des îles Wallis et Futuna a présenté dans ses locaux d'Aka'aka une exposition-vente de produits artisanaux afin de mieux faire connaître l'engagement et le rôle des femmes dans le milieu artisanal. Une formation démonstration à l'utilisation du laminoir a été organisée durant la période d'exposition. Cet outil qui a été financé par le consulat de l'Australie facilitera le travail de l'écorce du murier utilisée par les femmes dans la confection des tapas.

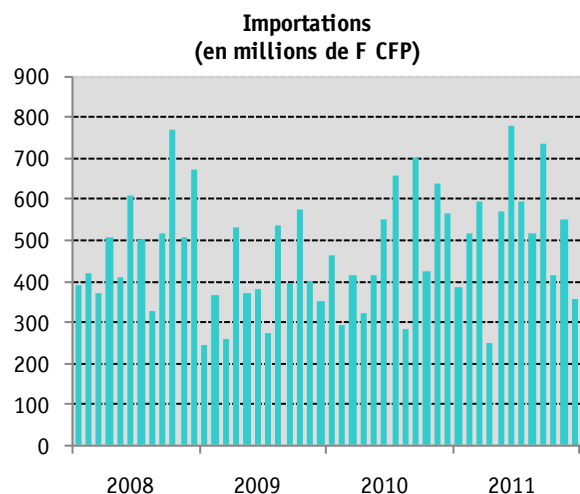
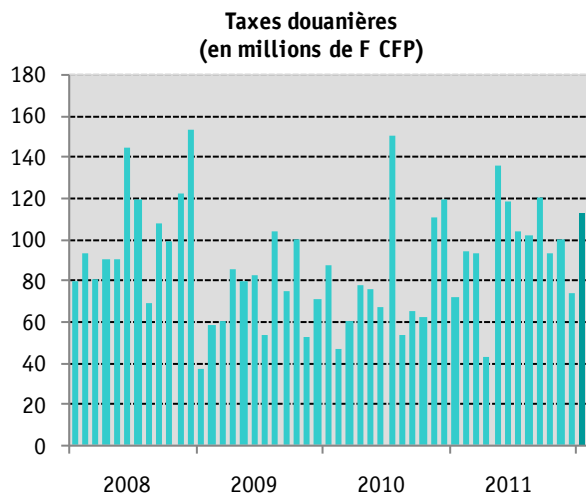
Elecciones territoriales

Un total de 30 candidats (18 pour Wallis et 12 pour Futuna) se sont inscrits pour l'élection du 25 mars prochain des membres de l'Assemblée territoriale. L'Assemblée, composée de 20 membres élus au suffrage universel pour cinq ans, est l'organe délibérant du Territoire. Elle est compétente dans les domaines économiques et sociaux. Les délibérations de l'Assemblée ne deviennent effectives qu'après approbation par l'Administration supérieure.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			4 ^e trim-11	109,43	- 4%
SMIG mensuel en XPF			janv-12	84 837	- 3,2%
Nombre d'emplois salariés			juin-11	2 031	- 0,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-12	182	-48,9%	-60,9%
	cumulées	janv-12	182	-	-60,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-12	113	52,8%	56,5%
	cumulés	janv-12	113	-	56,5%
Taxes intérieures de consommation		cumulées	janv-12	35	- 8,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-11	1 621	7,6%	-4,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	627	-8,9%	-8,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-11	162	5,7%	-12,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-12	2 849	-3,1%	14,7%
	cumulé	févr-12	5 788	-	3,2%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-12	1 127	-14,0%	7,8%
	cumulé	févr-12	2 437	-	13,9%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-12	2	-60,0%	0,0%
	cumulées	janv-12	2	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-12	15	36,4%	-44,4%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

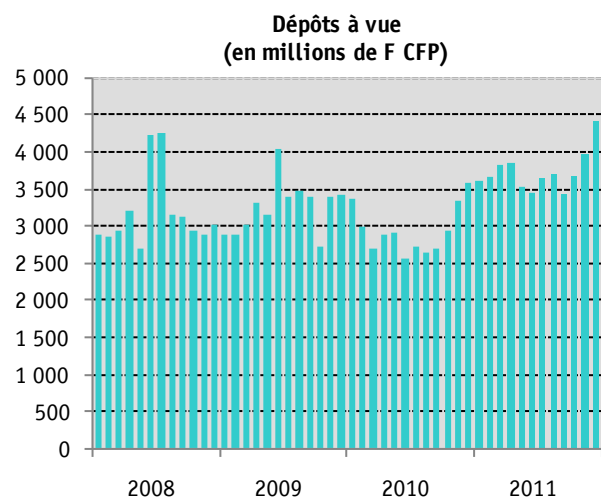
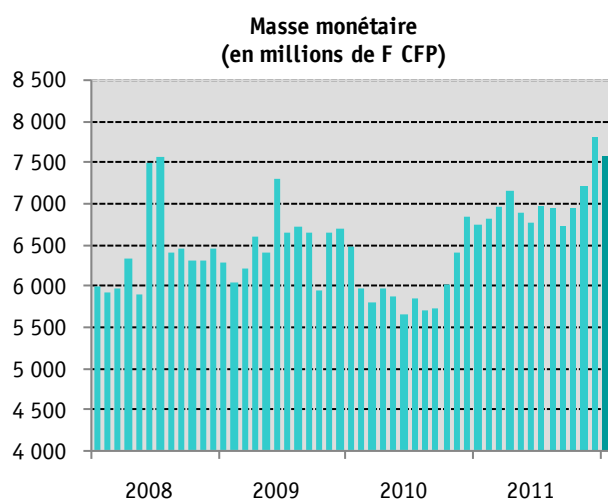


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la baisse des dépôts à vue et de la monnaie en circulation sur le mois

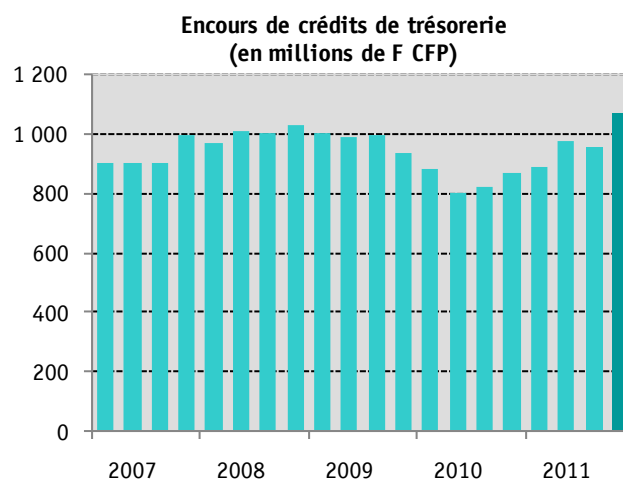
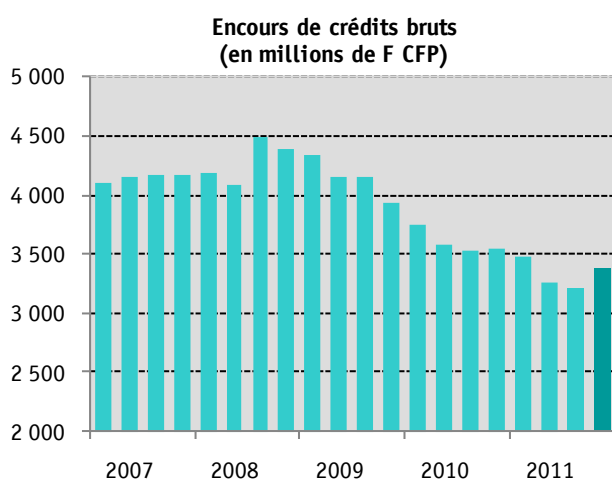
en millions de F CFP	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 036	2 145	2 094	-2,4%	2,9%
Dépôts à vue	3 622	4 410	4 179	-5,2%	15,4%
Total M1	5 658	6 555	6 273	-4,3%	10,9%
M2-M1	576	567	592	4,5%	2,8%
Total M3	6 750	7 812	7 563	-3,2%	12,0%



Concours de caractère bancaire

Reprise des crédits de trésorerie sur l'année

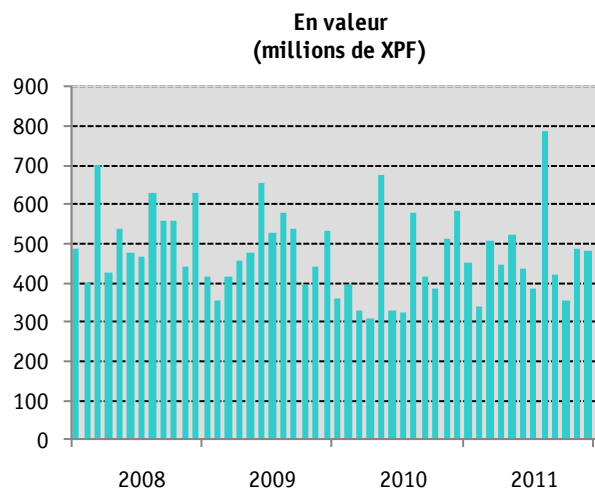
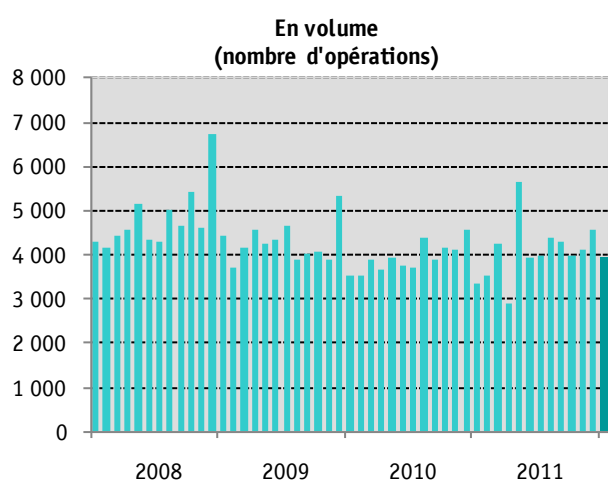
en millions de F CFP	déc-09	déc-10	déc-11	▲/an
Crédits de trésorerie	938	872	1 075	23,2%
Crédits à l'équipement	1 431	1 249	1 116	-10,7%
Crédits à l'habitat	521	363	422	16,3%
Autres crédits	290	268	221	-17,3%
Sous total	3 181	2 751	2 833	3,0%
Créances douteuses brutes	754	792	547	-31,0%
Total	3 934	3 544	3 380	-4,6%



Compensation

Bonne orientation des opérations de compensation sur l'année

	févr-11	janv-12	févr-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 529	3 911	3 936	7 847	0,6%	12%
Compensation (en millions de CFP)	337	405	380	785	-6,0%	13%



Incidents bancaires

Diminution des incidents bancaires sur le mois et sur l'année

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	76	84	70	70	-16,7%	-8%
Retraits de cartes bancaires	0	11	6	6	-45,5%	-

Interdits bancaires

Légère hausse des personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	406	408	411	0,7%	1,2%
- dont personnes physiques	395	399	402	0,8%	1,8%
- dont personnes morales	11	9	9	0,0%	-18%

Cotation

Baisse du nombre de cotes éligibles

en nombre	janv-11	déc-11	janv-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	38	38	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	8	7	-12,5%	-46,2%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

		date	2010	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>						
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4 ^e trim	105,22	109,43	-	4%
Entreprises						
nombre d'entreprises		décembre	475	512		7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)		janvier	11	11	9	-18%
importations de biens d'équipement (M XPF)		janvier	83	33	15	-54%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)		janvier	2	2	0	-100,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)		février	6	14	7	-50,0%
Ménages						
emploi salarié (nb)		juin	2 020	2 031		-
dont secteur privé		juin	831	841		-
dont secteur public		juin	1 189	1 190		-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)		1 ^{er} janvier 2012	486	486	502	3,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)		janvier	436	395	402	1,8%
décision retrait cartes bancaires		janvier	0	0	6	-
incidents paiements sur chèques		janvier	55	76	70	-8%
importations de produits alimentaires (M XPF)		janvier	105	109	11	-89,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)		janvier	43	64	22	-65,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)		janvier	17	18	8	-57,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)		février	16	20	19	-5,0%
Echanges extérieurs en millions de XPF						
importations		janvier	464	387	182	-53,1%
exportations		janvier	0	20	0	-
recettes douanières		janvier	129	112	149	33,1%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)		janvier	87	72	113	56,5%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)		janvier	41	39	35	-8,2%
<u>Indicateurs financiers</u>						
La masse monétaire						
Dépôts à vue		janvier	3 361	3 622	4 179	15,4%
M1		janvier	5 264	5 658	6 273	10,9%
M2		janvier	5 834	6 234	6 865	10,1%
Dépôts à terme		janvier	643	516	698	35,2%
M3		janvier	6 477	6 750	7 563	12,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues						
		décembre	3 544	3 380	-	-4,6%
Ménages		décembre	1 255	1 357	-	8,1%
dont crédits à la consommation		décembre	893	1 073	-	20,3%
dont crédits à l'habitat		décembre	363	283	-	-21,9%
Entreprises		décembre	1 092	1 137	-	4,1%
dont crédits d'exploitation		décembre	103	88	-	-14,4%
dont crédits d'investissement		décembre	943	843	-	-10,7%
dont crédits à la construction		décembre	-	-	-	-
Collectivités locales		décembre	306	273	-	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés		décembre	98	67	-	-31,7%
créances douteuses brutes		décembre	792	547	-	-31,0%
taux de créances douteuses		décembre	22,4%	16,2%	-	- 4 pt
Ensemble des actifs financiers						
	Ménages	décembre	2 856	3 040	-	6,5%
	Sociétés	décembre	1 678	2 289	-	36,4%
	Autres agents	décembre	4 033	3 935	-	-2,4%
	dont assurances-vie	décembre	921	946	-	2,6%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,3740%	0,3800%	- 0,006 pt	0,8170%	- 0,443 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,5640%	0,7130%	- 0,149 pt	0,7820%	- 0,218 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,9830%	1,1250%	- 0,142 pt	1,0060%	- 0,023 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	1,2790%	1,4180%	- 0,139 pt	1,2270%	+ 0,052 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,6140%	1,7540%	- 0,140 pt	1,5070%	+ 0,107 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,3662%	0,3877%	- 0,022 pt	0,4902%	- 0,116 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
EURIBOR 1 mois	0,6270%	0,8380%	- 0,211 pt	0,8110%	- 0,184 pt	
EURIBOR 3 mois	1,0490%	1,2230%	- 0,174 pt	1,0220%	+ 0,027 pt	
EURIBOR 6 mois	1,3460%	1,5060%	- 0,160 pt	1,2510%	+ 0,095 pt	
EURIBOR 12 mois	1,6790%	1,8370%	- 0,158 pt	1,5260%	+ 0,153 pt	
TMO	3,2600%	3,4300%	- 0,170 pt	3,5900%	- 0,330 pt	
TME	3,0600%	3,2300%	- 0,170 pt	3,3900%	- 0,330 pt	
TRBOSP	3,2500%	3,4100%	- 0,160 pt	3,6500%	- 0,400 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,135%	0,110%	0,050%	0,085%	0,035%	0,540%	0,570%	0,555%
3 mois	0,370%	0,370%	0,680%	0,250%	0,285%	0,140%	1,100%	0,820%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,980%	1,850%	1,870%	0,960%	0,970%	0,980%	2,150%	1,990%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,60%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	13,98%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,69%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,7687	1 NZD/XPF	75,0420	1 HKD/XPF	11,4465	1 GBP/XPF	141,4051
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	96,1267	1 SGD/XPF	71,3451	100 VUV/XPF	97,8829	1 FJD/XPF	51,2880